

## GREVE 6 FEVRIER 2018

La rentrée 2018 se fait dans le second degré sous le signe d'une hausse démographique (26 000 élèves en plus) et d'une baisse de moyens (-2600 emplois), accompagnée d'une diminution moyenne de 20 % des postes mis au concours le tout dans un contexte de perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Notre département n'échappe pas à la saignée ! En collège, 137 élèves supplémentaires à la rentrée 2018 pour seulement une création de classe. Les effectifs par classe continuent donc à augmenter. La plupart des lycées du département perdent des postes alors qu'à la rentrée 2018 il y aura 100 lycéens de plus dans le département. C'est l'avenir des élèves que l'on sacrifie !

La réforme du collège continue de poser des difficultés importantes. Elle n'est pas financée à hauteur des besoins, l'évaluation des élèves fait l'objet de prescriptions ineptes et chronophages. Nos organisations continuent de demander l'abrogation de cette réforme ainsi que du livret scolaire unique et l'ouverture de réelles négociations pour améliorer le collège unique.

En ce qui concerne Parcours Sup, si le gouvernement a passé l'été dernier à marteler que la réforme de l'accès à l'Université ne se ferait pas par la sélection, c'est néanmoins le contraire qui est démontré par la mise en place de cette plateforme d'orientation. Le mot « orientation » n'est en fait qu'un leurre masquant un tri sélectif qui va désavantager les élèves issus des classes populaires ou des baccalauréats considérés comme ayant peu de débouchés (Bac L par exemple) ou considérés comme moins quotés (bac pro, techno). Le bac pour la première fois n'est plus la condition pour avoir une place à l'université. Quel avenir pour nos jeunes s'ils n'ont plus le choix de leur avenir et quelle perspective s'ils sont triés au lieu d'être orientés ? Et quel meilleur moyen pour lutter contre le chômage qu'un diplôme ?

Le lycée fait l'objet d'une vente à la découpe. Casse de la voie professionnelle, exclue des discussions sur le bac et mise en concurrence avec l'apprentissage pré-bac, volonté de faire disparaître l'organisation des voies générales et technologiques.

Le rapport Mathiot qui prépare la réflexion pour la réforme du baccalauréat ouvre la voie à un lycée de la sélection et de l'orientation précoce des jeunes. Le remplacement des séries par des choix complexes de disciplines majeures et mineures, l'organisation des disciplines en semestres aggraverait les déterminismes sociaux existant au lycée pour les élèves. La mise en œuvre des propositions de ce rapport dégraderait les conditions de travail des personnels, menacerait leurs obligations de services et conduirait à des suppressions de postes massives.

Et l'on apprend, par voie de presse, que l'orientation scolaire et ses personnels, les psy-EN, pourraient être décentralisés et confiés aux régions dans l'optique d'une fusion avec la formation tout au long de la vie.

De plus, les conditions d'enseignement ne cessent de se dégrader, notamment à cause des hausses d'effectifs dans les classes et des injonctions absurdes en collège comme en lycée. Nous devons résister et agir au lendemain d'annonces fracassantes du gouvernement sur la fonction publique, parmi lesquelles un plan de « départs volontaires » et le recours accru aux contractuels. Le renforcement de l'autonomie des établissements a mis en place des sortes de « managers » locaux, qui ne font que s'ajouter à l'avalanche de mesures négatives déjà prises sur nos salaires et au jour de carence. Le mépris toujours plus grand des gouvernants contre les fonctionnaires en général et contre les enseignants en particulier s'est aussi traduit par un rapport parlementaire dénigrant nos professions avec les poncifs les plus éculés,

Nous exigeons :

- une reprise de l'investissement dans l'éducation et notamment des créations de postes pour

- diminuer le nombre d'élèves par classe ;
- que les engagements du ministre à donner aux collèges les moyens de fonctionner soient tenus ;
  - pour le lycée, l'ouverture de négociations pour une réforme remettant en cause la réforme Chatel de 2010 et l'autonomie des établissements, l'abandon des pistes de réflexion sur le baccalauréat et l'architecture du lycée général et technologique contenues dans le rapport Mathiot ;
  - le retrait du projet de loi sur la sélection à l'université.

**A rebours de ces conceptions conservatrices et élitistes du gouvernement, nous avons chevillée au corps, la défense d'une fonction publique au service de l'intérêt général ; tous ensemble nous organisons la résistance et continuons la lutte ! TOUS ENSEMBLE !!!**